

**Délibération n° 2010-29 APF du 5 août 2010 instaurant un dispositif de relance dit prêt d'accès à la propriété, consistant en une réduction du coût des emprunts immobiliers**

(NOR : SAE1001809DL)

*Paru in extenso au journal officiel n°32 N du 12/08/2010 à la page 3616 dans la partie Délibérations de l'Assemblée de la Polynésie française ou de la Commission Permanente*

Version en vigueur au 21/05/2021

L'assemblée de la Polynésie française,  
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;  
Vu l'arrêté n° 1076 CM du 9 juillet 2010 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;  
Vu la lettre n° 2563-2010 APF/SG du 29 juillet 2010 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;  
Vu le rapport n° 54-2010 du 21 juillet 2010 de la commission des affaires civiles, du logement, de la famille, de la parité et de la protection sociale ;  
Dans sa séance du 5 août 2010,

Adopte :

**Article 1er**

Dans les limites et conditions fixées par la présente délibération et par son arrêté d'application, tout ménage auquel une banque installée en Polynésie française et qui y distribue habituellement des prêts destinés à la construction de logements ou à l'acquisition de logements neufs pour habitation principale a accordé un tel prêt, peut bénéficier d'une bonification des intérêts dudit prêt prise en charge par la Polynésie française.

**Art. 2**

Le bien financé même partiellement par un prêt d'accès à la propriété doit être affecté exclusivement à l'habitation principale du ménage emprunteur pendant un délai de 5 ans, sauf les cas particuliers listés à l'arrêté d'application de la présente délibération.

Est considéré comme habitation principale, au sens de la présente délibération, un logement occupé au moins huit mois par an par l'emprunteur, sauf en cas d'obligation de déplacement liée à l'activité professionnelle, raison de santé ou cas de force majeure.

**Art. 3**

Seuls sont éligibles les ménages dont l'un ou l'autre membre n'est pas propriétaire d'un bien immobilier bâti à usage résidentiel ou de parts de sociétés civiles immobilières (SCI) de bien immobilier bâti à usage résidentiel en Polynésie française.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, les copropriétaires d'un bien immobilier bâti à usage résidentiel en indivision sont éligibles au prêt d'accès à la propriété.

**Art. 4**

Cette bonification d'intérêts à la charge de la Polynésie française est égale à :

- lorsque les revenus nets mensuels moyens du ménage sont inférieurs à trois cent mille francs Pacifique (300 000 F CFP) : 4 points de pourcentage soit 400 points de base bancaire, quelle que soit la durée de remboursement du prêt. Dans l'hypothèse où les taux nominaux pratiqués par les banques seraient inférieurs à 4 points de pourcentage soit 400 points de base bancaire, la bonification d'intérêts à la charge de la Polynésie française serait égale à ces taux ;

- lorsque les revenus nets mensuels moyens du ménage sont supérieurs ou égaux à trois cent mille francs Pacifique (300 000 F CFP) et inférieurs ou égaux à cinq cent mille francs Pacifique (500 000 F CFP) : 3 points de pourcentage soit 300 points de base bancaire, quelle que soit la durée de remboursement du prêt.

Ces taux de bonification sont fixes sur toute la durée de la campagne de commercialisation du prêt, indépendamment du taux nominal qui peut être révisé, dans la limite du respect du taux d'usure.

**Art. 5**

Seuls sont éligibles à cette bonification d'intérêts les prêts d'accès à la propriété dans la limite de trente millions

de francs Pacifique (30 000 000 F CFP), dont la durée de remboursement est au plus égale à 25 ans, hormis les délais de premier déblocage du prêt, de différé de remboursement, ou d'un éventuel réaménagement, report d'échéance ou suspension.

#### **Art. 6**

Le prêt d'accès à la propriété doit servir au financement d'une construction ou à l'acquisition d'un logement neuf.

Il permet également de financer l'acquisition du terrain dans la limite de 60 % maximum de la valeur du prêt consenti bonifié. Un prêt complémentaire non bonifié peut compléter le financement du terrain et/ou de la construction sachant que quel que soit le montant total du financement du projet de construction ou d'acquisition, la valeur du terrain ne saurait être supérieure à 60 % du coût du projet.

Est considéré comme logement neuf, tout logement ayant obtenu un certificat de conformité datant de moins de six mois à compter de la demande de prêt d'accès à la propriété.

#### **Art. 7** *Rédaction issue de Délibération n° 2011-12 APF du 5 mai 2011*

Seuls sont éligibles à cette bonification d'intérêts les prêts d'accès à la propriété accordés entre la date de signature des conventions conclues en application de l'article 9 de la présente délibération et la date d'épuisement de l'encours total de ces prêts fixé à sept milliards huit cent quatre-vingt-dix millions de francs CFP (7 890 000 000 F CFP) toutes banques concernées confondues.

#### **Art. 8**

Un ménage ne peut être bénéficiaire de plus d'un prêt d'accès à la propriété.

#### **Art. 9**

Une ou plusieurs conventions entre la Polynésie française et les banques concernées détermineront les obligations des parties signataires, et notamment les modalités de prise en charge par la Polynésie française des intérêts bonifiés pendant toute la durée du prêt.

#### **Art. 10**

Les modalités d'application de la présente délibération seront définies par arrêté pris en conseil des ministres.

#### **Art. 11**

La présente délibération sera applicable à compter de la signature des conventions prévues à l'article 9 de la présente délibération.

#### **Art. 12**

Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Juliana MATI.

Le président de séance,  
René KOHUMOETINI.

---

#### **Voir toutes les modifications dans le temps :**

- [Délibération n° 2010-29 APF du 5 août 2010](#), JOPF n° 32 N du 12/08/2010 à la page 3616
  - [Délibération n° 2011-2 APF du 13 janvier 2011](#), JOPF n° 3 N du 20/01/2011 à la page 210
  - [Délibération n° 2011-12 APF du 5 mai 2011](#), JOPF n° 19 N du 12/05/2011 à la page 2104
  - [Loi du Pays n° 2020-12 du 21 avril 2020](#), JOPF n° 49 NS du 21/04/2020 à la page 3564
- Afin de faire face à l'épidémie de Covid-19, les dispositions de la délibération n° 2010-29 APF du 5 août 2010 ont été adaptées par la loi du pays n° 2020-12 du 21 avril 2020.